



COMMUNE DE COINSINS

RÈGLEMENT COMMUNAL

Concernant les émoluments administratifs et les contributions de remplacement en matière d'aménagement du territoire et de constructions

Le Conseil Général de Coinsins

V U :

- la loi du 28 février 1956 sur les communes (LC) ;
- la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (LCom) ;
- la loi du 4 décembre 1985 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC), et son règlement d'application (RLAT) du 22 août 2018 ;
- le règlement d'application du 19 septembre 1986 de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (RLATC).

É D I C T E :

I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Objet

Article premier

Le présent règlement a pour objet la perception des émoluments administratifs et des contributions de remplacement en matière d'aménagement du territoire et de constructions.

Il détermine le cercle des assujettis, l'objet, le mode de calcul et le montant maximal des émoluments.

Cercle des assujettis	<u>Art. 2</u> Les émoluments et les contributions sont dus par celui qui requiert une ou plusieurs prestations communales désignées à l'article 3 ou qui est dispensé d'une des obligations mentionnées à l'article 7.
-----------------------	---

II. ÉMOLUMENTS ADMINISTRATIFS

Prestations soumises à émoluments	<u>Art. 3</u> Sont soumises à émolument les décisions en lien avec des procédures d'aménagement du territoire et de police des constructions, notamment <ul style="list-style-type: none"> • La demande d'autorisation préalable d'implantation (API) • La demande préalable à une demande de permis de construire • La demande de permis définitive d'un projet de construction • Le contrôle des travaux • La demande d'autorisation municipale pour construction de minime Importance • L'octroi du permis d'habiter ou d'utiliser • L'utilisation temporaire du domaine public et travaux exécutés sur la voie publique (Echafaudages, bennes, grues, dépôts).
-----------------------------------	--

Le terme construction désigne les travaux de construction, démolition, reconstruction, transformation, agrandissement, réfection et exploitation de matériaux ainsi que tous les autres travaux soumis à l'obligation du permis.

Mode de calcul	<u>Art. 4</u> L'émolument se compose d'une taxe fixe et d'une taxe proportionnelle. La taxe fixe est destinée à couvrir les frais de constitution et de liquidation du dossier. La taxe proportionnelle se calcule sur la base d'un tarif horaire
----------------	--

(voir grille tarifaire, chapitre V)

Montant maximal	<u>Art. 5</u> (voir grille tarifaire, chapitre V)
-----------------	---

Frais de mandataires et frais annexes	<u>Art. 6</u> Si le dossier nécessite le concours d'un spécialiste, notamment d'un ingénieur-conseil, service technique, architecte et/ou urbaniste, les honoraires pour les services du ou des spécialiste-s concernés seront ajoutés et portés à la charge de l'assujetti en sus des émoluments municipaux.
---------------------------------------	--

Les frais annexes, non compris dans la taxe fixe, notamment les frais d'insertion et de publication d'avis d'enquête, sont facturés au prix coûtant.

III. CONTRIBUTIONS DE REMPLACEMENT

Places de stationnement	<p><u>Art. 7</u></p> <p>Conformément à l'article 2.20 du Règlement sur le plan d'affectation communal et la police des constructions (RPACom), une contribution de remplacement est due en cas de dispense de l'obligation d'aménager des places de stationnement.</p>
Mode de calcul et montants	<p><u>Art. 8</u></p> <p>La contribution de remplacement prévue à l'article 7 est calculée par rapport au nombre de places de stationnement. (voir grille tarifaire, chapitre V)</p>

IV. DISPOSITIONS COMMUNES

Exigibilité	<p><u>Art. 9</u></p> <p>Le montant des émoluments et des contributions est exigible dès l'approbation du plan d'affectation par le département compétent. La délivrance du permis de construire, d'habiter ou d'utiliser a lieu après réception du paiement.</p> <p>Pour la demande préalable, l'émolument administratif est exigible au plus tard six mois après l'envoi du rapport d'examen si la demande définitive n'est pas déposée dans ce même délai.</p> <p>A l'échéance fixée, toute contribution non payée porte intérêt au taux prévu dans l'arrêté d'imposition communal en vigueur.</p>
Dérogations	<p><u>Art. 10</u></p> <p>Exceptionnellement, la Municipalité peut accorder des dérogations aux dispositions du présent règlement, dans les limites prévues par le droit cantonal.</p>
Voies de droit	<p><u>Art. 11</u></p> <p>Les recours concernant l'assujettissement aux émoluments prévus dans le présent règlement ou le montant des taxes sont adressés par écrit et motivés à l'autorité qui a pris la décision attaquée dans les trente jours dès notification du bordereau. L'autorité concernée transmet le dossier à la Commission communale de recours pour traitement.</p> <p>Le prononcé de la Commission communale de recours peut être porté en seconde instance devant la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal dans les trente jours à compter de la notification de la décision attaquée, par acte écrit. L'acte de recours doit être signé et indiquer les conclusions et motifs du recours</p>

V.	GRILLE TARIFAIRE	EMOLUMENTS		
	Libellé	Taxe fixe	Taxe proportionnelle	Maximum
1	Concertation, demande préalable et permis d'implantation (art. 119 LATC)	CHF 200.--	CHF 50.--/h Municipalité uniquement	CHF 5'000.--
2	Permis de construire nécessitant une mise à l'enquête publique ou une autorisation cantonale (Art.103 LATC)	CHF 350.--	CHF 50.--/h Municipalité uniquement	
3	Permis de construire de compétence communale (Dispense d'enquête) (Art.72d RLATC)	CHF 150.--	CHF 50.--/h Municipalité uniquement	
4	Autorisation municipale simple ou pour construction de minime importance (Art.68a RLATC)	CHF 150.--	CHF 50.--/h Municipalité uniquement	CHF 1'000.--
5	Mise à l'enquête complémentaire (Art.72b RLATC)	CHF 200.--	CHF 50.--/h Municipalité uniquement	
6	Prolongation du permis de construire (Art. 118 al.2 LATC)	CHF 100.--		
7	Renonciation du permis de construire après enquête ou refus du permis de construire par le Canton ou la Municipalité (Points 1,2,3,5)		80% de l'émolument	CHF 5'000.--
8	Autre renonciation (Points 1)		80% de l'émolument	CHF 1'000.--
9	Contrôle de la sécurité des travaux et avis intermédiaires (Art. 78 RLATC et art. 126 LATC)		CHF 50.--/h Municipalité uniquement	
10	Permis d'habiter ou d'utiliser suite à un permis de construire (Art. 128 LATC)	CHF 150.--	CHF 50.--/h Municipalité uniquement	CHF 5'000.--
11	Examen fractionnement parcelle (Art.83 LATC)	CHF 200.--	CHF 50.--/h Municipalité uniquement	CHF 2'000.--
12	Commission salubrité (Par visite)	CHF 200.--		
13	Utilisation temporaire du domaine public (Notamment et de manière non exhaustive: Echafaudages, bennes, grues, dépôts, fouilles)	CHF 50.--	CHF 2.--/m2 jour	
14	Contribution de remplacement par place de stationnement	CHF 15'000.--		

VI. DISPOSITIONS FINALES

Abrogation	<u>Art. 12</u> Sont abrogées toutes les dispositions antérieures et contraires au présent règlement. (règlement sur les constructions et l'aménagement du territoire du 03.12.1997)
Entrée en vigueur	<u>Art. 13</u> Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le département compétent.

Ainsi adopté par le conseil général, le

La Présidente :

La Secrétaire :

Approuvé par le Département des finances, du territoire et du sport

La chef/cheffe du Département :

Lausanne, le